

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5154 LUNDI 19 JANVIER 2026

CEMAC

Les chefs d'Etat en conclave le 22 janvier à Brazzaville



Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale vont se réunir en session extraordinaire le 22 janvier prochain dans la capitale congolaise à l'initiative du président en exercice de la conférence des chefs d'Etat de la (CEMAC) Denis Sassou N'Guesso. Cette rencontre devrait permettre aux participants d'échanger sur les moyens d'éviter le choc consécutif à la crise économique, financière et monétaire qui pourrait toucher la sous-région.

COOPÉRATION

Le Congo et le Ghana entendent renforcer leurs liens



L'ancien chef de l'Etat ghanéen Nana Akufo-Addo a été reçu le 15 janvier à Brazzaville par le président de la République Denis Sassou N'Guesso. Les deux dirigeants ont échangé sur les relations bilatérales et sur les enjeux politiques, économiques et sécuritaires de l'Afrique.

Ils ont également évoqué le partage d'expériences entre la Société nationale des pétroles du

Nana Akufo-Addo et Denis Sassou N'Guesso/DR
Congo et Ghana national Petroleum Corporation.

Page 16

ÉDITORIAL

Congo chapeau 3

Page 2

MÉDIAS

ADIAC et Xinhua poursuivent leur partenariat



Séance de travail entre les deux parties/Adiac

Le directeur des rédactions du quotidien Les Dépêches de Brazzaville, filiale de l'Agence d'information d'Afrique centrale (ADIAC), Emile Gankama a échangé le 15 janvier à Brazzaville avec une délégation de l'agence Chine nouvelle (Xinhua) conduite par le directeur adjoint du bureau régional basé à Nairobi au Kenya, Li Wenfei. Les deux parties entendent poursuivre leur partenariat en matière de formation et d'échanges de contenus.

Page 9

CAN 2025

Le Sénégal remporte son 2^e titre continental



Les Lions du Sénégal soulèvent la coupe dans le ciel de Rabat: ils sont champions d'Afrique 2025 (Cafonline)

Les Lions de la Teranga du Sénégal ont battu le 18 janvier les Lions de l'Atlas du Maroc (1-0) en match comptant pour la finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football. Les Sénégalais se sont montrés supérieurs aux Marocains, inscrivant l'unique but de la partie dans les prolongations. Cette victoire marque le deuxième sacre continental du Sénégal après celui de 2021.

Page 16

ÉDITORIAL

Congo chapeau 3

Une compétition en chasse une autre. Tant mieux si les recalés d’hier peuvent espérer occuper les premières places en saisissant les nouvelles chances qui s’offrent à eux. Cinq jours avant la clôture, dimanche 18 janvier, de la 35^e édition de la Coupe d’Afrique des nations Maroc-2025, la CAF (Confédération africaine de football) a dévoilé le calendrier des éliminatoires de la prestigieuse épreuve organisée l’année prochaine (juin-juillet) conjointement par le Kenya, l’Ouganda et la Tanzanie.

Classé dans le chapeau 3 sur les 4 prévus, le Congo, comme la plupart des pays non concernés par le tour préliminaire attend de connaître ses adversaires. La bonne brochette de nos concurrents comprend toutes les nations de football du continent et l’on ne saurait trop conseiller aux Diables rouges de mieux se préparer pour éviter toute désillusion.

Un petit bémol : sans vouloir se vautrer dans d’évanescences certitudes, d’autant qu’elles peuvent ne rien signifier de bien spécial aujourd’hui au regard des évolutions permanentes du football, rappelons-nous que dans ce domaine, le palmarès peut apporter un réconfort. Sur la cinquantaine de pays appelés à se mesurer les chances de départ sont toujours plus ou moins égales. Le Congo a déjà remporté une phase finale de la CAN. Il y a si longtemps bien sûr, mais l’on peut sans s’en contenter, s’en remémorer.

Depuis la première édition de la CAN remportée par l’Égypte en 1957, la République du Congo fait partie du TOP 15 des nations titrées. Le dénouement des joutes marocaines n’y a rien changé d’autant plus que le Sénégal, tout comme le pays organisateur ne sont pas en reste. Ceci dit, l’important réside à présent dans la confection d’une équipe capable d’apporter le résultat et de le consolider tout au long des éliminatoires. Ce vent d’espoir passe par la remise à l’heure des pendules au sein des instances chargées de donner au Onze national congolais la chance de redevenir compétitif.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉFENSE NATIONALE

L’instauration d’une culture commune de la performance, un impératif pour Charles Richard Mondjo

Dans la perspective d’un réel sursaut dans sa compréhension, sa maîtrise pour que la logique de performance soit érigée en vertu cardinale de l’action au niveau des Forces armées congolaises (FAC), le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a demandé le 15 janvier au chef d’état-major général, ainsi qu’à tous les chefs organiques, de s’approprier la loi n°31-2019 du 10 décembre 2019 portant orientation de la performance de l’action publique.

Dans sa communication le ministre de la Défense nationale a dressé le bilan annuel des Forces armées congolaises (FAC) tout en fixant les priorités qui guideront l’action des FAC cette année. Ainsi, le ministre Charles Richard Mondjo a décliné les quatre axes majeurs retenus et les actions à mener dans chaque domaine par les armées, les directions et les services. La directive annuelle s’appuie sur, les orientations du président de la République, chef suprême des armées, concerne le plan national de développement (PND) 2022-2026 ; le Programme d’action du gouvernement ; le plan stratégique ministériel ; le projet annuel de performance adossé à la loi de finances 2026. Abordant le premier axe, le ministre de la Défense nationale a enjoint ses subordonnés à garantir une évaluation homogène et objective des structures sous tutelle, les maquettes d’élaboration des plans de travail annuels ainsi que les fiches de suivi et d’évaluation des résultats devront impérativement être conformes aux dispositions de ladite loi. Sur le deuxième axe qui concerne le renforcement du cadre légal et réglementaire du ministère de Défense nationale, Charles Richard Mondjo avait décidé, au cours de l’année 2025, de la mise en place d’une commission chargée de finaliser les projets de textes organiques spécifiques ainsi que les statuts particuliers, en étroite collaboration avec les FAC et les structures techniques. L’aboutissement de ces travaux devra permettre un recentrage des grandes structures organiques sur leur corps de métier en vue d’une meilleure rationalisation des missions et d’une plus grande



Le ministre avec les membres du haut commandement des FAC et de la gendarmerie nationale/Adiac

cohérence de l’action administrative et opérationnelle. Le résultat escompté doit se traduire par l’amélioration durable de la gouvernance, l’optimisation de son fonctionnement et l’élévation de la qualité du service. « J’invite, à cet effet, la commission à prendre la mesure des enjeux, afin de clarifier, les attributions respectives de chaque structure et de prévenir, autant que possible, des chevauchements d’attributions, tout en tenant compte des réformes majeures engagées par l’Etat, à ce jour », a indiqué Charles Richard Mondjo. Le troisième axe n’est autre que l’optimisation de la gestion de la formation. Le ministre de la Défense nationale a reprécisé que la formation au sein des écoles militaires relève de la responsabilité exclusive du chef d’état-major général des FAC. A ce titre, aucune ambiguïté ne saurait subsister quant aux structures compétentes et aux chaînes de responsabilité en la matière. Ainsi, il est appelé à assumer pleinement et progressivement la conduite du changement de ce nouveau paradigme,

notamment, à travers la création de l’école militaire d’administration et de l’école militaire technique. Concernant l’optimisation du soutien logistique, qui est le quatrième axe, Charles Richard Mondjo a appelé à relever le défi d’une absence de réserves logistiques structurées qui compromet la constitution des minimas opérationnels indispensables à l’efficacité des forces. « Dans cette perspective, nous devrions y travailler, en donnant toute sa place au commandement de la logistique au niveau central et aux directions de la logistique au niveau des armées, pour renforcer la capacité de soutien de nos forces en temps de paix et en temps d’engagement opérationnel », a conclu le ministre, les exhortant à l’approche du scrutin présidentiel de 2026, à renforcer davantage la cohésion au sein des forces, à préserver la discipline et à maintenir un niveau de vigilance élevé, pour exécuter efficacement les missions régaliennes qui leurs sont assignées.

Guillaume Ondze

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N’Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d’agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l’Agence : Ange Pongault
Chef d’agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L’INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d’Information d’Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l’Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

EAU ET ÉLECTRICITÉ

Le bilan des cinq dernières années jugé satisfaisant

Le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, lors de son passage à l'émission « 30 jours pour convaincre en toute transparence », a jugé satisfaisant le bilan en fourniture d'eau potable et d'électricité, tout déplorant le fait que les sociétés E²C et LCDE vendent ces produits sans verser de l'argent à l'Etat.

Le ministre a rappelé que la situation de l'électricité s'améliore de plus en plus avec l'arrivée à Brazzaville du courant produit à Pointe-Noire par la Centrale électrique du Congo. « Pour notre consommation de tous les jours, le courant produit au Congo est suffisant pour nous alimenter, il faut régler seulement le problème de transport et de distribution. Pour les industries minières et autres, il faut encore construire des ouvrages », a déclaré Ouosso, précisant que le gouvernement s'attèle actuellement à remédier au problème du transport et de distribution de l'électricité.

En effet, l'amélioration de la qualité de l'électricité est due à la réhabilitation en cours de la ligne Pointe-Noire-Brazzaville par la société italienne Eni Congo. Le courant produit n'arrivait pas à Brazzaville du fait de la vétusté des installations, surtout au niveau des postes de Mindouli dans le Pool et de Loudima dans la Bouenza. « Ces dernières années nous avons pu fournir des efforts. Concernant l'électricité, la production actuelle est de 770 mégawatts pour des besoins autour de 600 mégawatts. Nous sommes passés l'année dernière à aujourd'hui, d'un taux d'accès de la population à l'électricité de 49 % à 59 %. N'oublions pas que près de 80 % de la population du Congo vit à Brazzaville et à Pointe-Noire », a détaillé le ministre.

C'est ainsi qu'il a salué les performances de la Centrale à gaz de Côte Matève qui produit 484 mégawatts. Sur les trois turbines existantes,



Emile Ouosso reçu à l'émission « 30 jours pour convaincre » Adiac

deux sont destinées à Brazzaville pour environ 300 mégawatts, et une turbine pour Pointe-Noire, soit environ 170 mégawatts. Mais sur les 300 mégawatts de Brazzaville, moins de 100 mégawatts arrivent à destination. Le reste étant perdu à cause de la vétusté du segment de transport construit en 1982. « Nous avons eu un financement de la Banque mondiale de 62 milliards FCFA et un financement de ENI presque du même montant. Au plan local, nous avons levé à peu près autant pour réparer le problème de la ligne électrique depuis Pointe-Noire jusqu'à Makoua », a expliqué Emile Ouosso, annonçant la réception des condensateurs de Mindouli et de Loudima, celui de Mbouono à Brazzaville, étant déjà installé.

Remporter la bataille de l'électricité

Interrogé sur la situation actuelle

du barrage hydroélectrique d'Imboulou qui a coûté à l'Etat 170 milliards FCFA pour 120 mégawatts, il a rappelé que cette infrastructure concédée aux Suisses à travers un processus transparent est aujourd'hui dans un état de délabrement avancé. Le pays court le risque d'être poursuivi au niveau international. L'une des turbines est aux arrêts depuis 2018 et la dalle menace de s'effondrer. La société E²C tente de limiter les dégâts avec ses techniciens et l'apport du Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics. La situation de la centrale hydroélectrique d'Imboulou est due à un manque de maintenance.

Abordant le secteur de l'eau potable, il a rappelé que certaines installations de Brazzaville, notamment du centre-ville datent de 1951. Seuls les nouveaux quartiers ont bénéficié ces dernières années d'infrastructures modernes. Pour doter

certains quartiers de la capitale en eau potable, le gouvernement a construit, a-t-il expliqué, cinq forages dont deux ont été inaugurés à la Patte d'oie et à Nkombo. Ceux de Mfilou, Mpissa et Talangai seront mis en service dans un proche avenir. « Quand il n'y a pas de courant, les usines d'eau de Djoué et de Djiri s'arrêtent. C'est pour cela que nous mettons nos forces dans la bataille de l'électricité », a justifié Emile Ouosso.

Pour Pointe-Noire, des forages en construction seront mis en service en février. D'après lui, des solutions concrètes existent pour pallier à ces problèmes. « La première consiste à avoir des capitaux... En 3 ans, nous avons déclenché beaucoup de milliards qui n'attendent qu'une seule condition : que la congolaise des eaux (LCDE) et Energie électrique du Congo (E²C) soient bien gérées et paient le produit. Donc nous sommes

en train de travailler en silence avec ces deux sociétés pour que les performances s'améliorent », a-t-il dit.

Des perspectives

Le gouvernement a annoncé la disponibilité d'opérateurs à investir dans l'eau et l'électricité. Ainsi, des protocoles ont été signés avec des partenaires dont le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la Banque africaine de développement (BAD) à condition que le pays poursuive les réformes en cours dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance et des performances des deux opérateurs historiques (E²C et LCDE).

Toujours en termes de projet, le ministre Ouosso a énuméré le Pacte national énergétique signé à New York pour un montant de 9 616 milliards FCFA d'investissements. L'argent étant disponible, il ne reste qu'à la partie congolaise d'apporter des garanties commerciales. « Avec les réformes que nous menons en tant que gouvernement au niveau des finances publiques et du portefeuille public, nous espérons que d'ici 2028 l'Etat pourrait retrouver sa pleine capacité à émettre de garanties, mais pour l'instant, il n'y en a pas. Au niveau du budget de l'Etat, il n'y a pas eu d'inscription pour la maintenance de ces ouvrages. D'où, il faut faire appel au capital privé », a-t-il rappelé, précisant que, entre 2000 et 2018, l'Etat a investi 1500 milliards FCFA pour l'électricité, sans résultats probants.

Parfait Wilfried Douniama

LE FIN MOT DU JOUR

Fait et cause

Libre...L'on a beau vouer les nouveaux médias aux gémonies, il est une conquête intrinsèque dont chacun a conscience : la liberté de penser et de dire. Sur tous les sujets de société pris dans leur globalité, les utilisateurs de toutes les régions du monde, au nombre desquels les Congolais ne se privent pas de donner leurs avis. Ils profitent en cela de l'instantanéité de la distribution de l'information à très grande échelle qui demeure un atout puissant entre leurs mains. En même temps se dévoile leur état d'esprit.

Par le biais d'un nom d'emprunt, à visage découvert aussi,

le créateur du contenu audio ou du podcast improvise du « mes chers compatriotes », du « mesdames et messieurs » et délivre son message. Exemple : dans le sillage des incidents survenus le 11 janvier dernier près de Mindouli sur la Nationale 1 dans le Pool, plusieurs personnes se sont exprimées.

Promesses de déclaration des hostilités avec date fixée, démonstration de force, jurons et menaces visant les plus hautes autorités nationales, appels à la retenue, cris du cœur pour le retour à la quiétude, voilà autant de prises de position à partir desquelles l'on pourrait dans une certaine mesure dresser le

tableau sociopolitique du Congo à deux mois de l'élection présidentielle de mars prochain. La violence, est-ce le chemin choisi par la majorité des Congolais ? Cela n'est évidemment pas le cas.

Sans exagérer les faits tels qu'ils sont relatés plus haut, sans non plus éluder la tension ambiante, l'on souhaite qu'au terme de ce rendez-vous majeur de la vie politique nationale dans deux mois, le Congo investisse davantage dans la consolidation de la paix retrouvée après des décennies de souffrance partagée. Prendre fait et cause pour ce challenge aidera à mieux envisager l'avenir du pays en ciblant

les priorités profitables à son développement.

Les Congolais ne doivent pas passer toute leur vie à la recherche d'un refuge parce qu'ils seraient pourchassés de chez eux par les démons de la guerre civile ou seraient incapables de se mettre d'accord sur l'essentiel, à savoir la construction de la nation. De ce qui précède, il est de bon ton de saluer les déclarations officielles émanant de responsables d'instances en charge des mécanismes de consolidation de la paix dans le pays. Toutes témoignent de l'impérieux devoir qui incombe à chaque citoyen, où qu'il se trouve, de savoir raison garder.

Gankama N'Siah

Sensibilisation aux missions du Conseil consultatif de la femme

Stanislas Okassou





— VISITEZ LE —

MUSÉE-GALERIE

DU BASSIN DU CONGO

L'ART

dans toutes ses
expressions de la

TRADITION

MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- ✓ Sculptures
- ✓ Peintures
- ✓ Céramiques
- ✓ Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**

Samedi : **9H-13H**

 Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo



HAUSSE DU PRIX DU GAZ BUTANE

La société FAAKI rappelée à l'ordre par les autorités

Les prix du gaz domestique demeurent inchangés. À la suite d'une augmentation jugée « unilatérale », initiée au début du mois par la société FAAKI Congo, les autorités congolaises ont convoqué, le 13 janvier à Brazzaville, les distributeurs de gaz butane afin de leur rappeler le respect strict de la réglementation en vigueur.

La réunion, présidée par le directeur général de l'aval pétrolier, Richard Ngola, a rassemblé les sociétés de distribution et de commercialisation dans le but de rétablir l'ordre sur le marché et de protéger les consommateurs.

La récente hausse du prix du gaz butane a suscité une vive inquiétude au sein de la population, qui dénonce un manque de communication préalable et s'interroge sur les raisons d'une telle augmentation.

Selon Richard Ngola, la note de service émise par FAAKI Congo constitue une « violation flagrante » des textes réglementaires en vigueur. Les autorités ont également relevé des non-conformités dans le contrat liant FAAKI Congo à la société Wing Wah. Cette situation a conduit le ministre des Hydrocarbures à mettre en place une équipe d'experts chargée d'harmoniser les contrats entre les différentes entreprises du secteur.

À l'issue de la réunion, plusieurs recommandations ont été formulées. FAAKI Congo est notamment sommée de publier, dans les plus brefs délais, une note annulant celle portant augmentation des prix. Une concertation interministérielle devra ensuite se prononcer sur la réouverture des points de vente de la société fermés à titre conservatoire. Par ailleurs, une notification officielle viendra constater la violation de la réglementation, tandis que des discussions seront engagées avec l'ensemble des distributeurs en vue de la mise en place d'un nouveau mécanisme d'approvisionnement, notamment avec la société Wing Wah. Les autorités entendent également renforcer les principales sources d'approvisionnement du marché national du gaz butane. Le pays s'approvisionne actuellement auprès du terminal de Nkossa II, exploité par Trident Energy Congo, du site de Banda Kayo opéré par Wing Wah, de la



Richard Ngola s'adressant aux distributeurs Adiac

Congolaise de raffinage, ainsi que par des importations. Le directeur général de l'aval pétrolier a rappelé que les prix du gaz butane sont strictement encadrés par un arrêté ministériel, fixant le prix à 200 FCFA le kilogramme au niveau de la distribution et à 512 FCFA pour

le consommateur final.

Richard Ngola a enfin assuré que les services des ministères des Hydrocarbures, des Finances et du Commerce travailleront en synergie afin de rétablir la discipline sur le marché et permettre à la force publique de sanctionner les

revendeurs véreux. « L'objectif est de rétablir rapidement l'ordre, de protéger le pouvoir d'achat des ménages et de garantir un approvisionnement régulier et réglementé du gaz butane sur l'ensemble du territoire national », a-t-il conclu.

Fiacre Kombo

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les départements du Kouilou et des Plateaux en tête du concours artistique

La grande finale du concours artistique national sur le changement climatique qui a opposé les élèves et étudiants de douze départements du Congo, s'est tenue à Brazzaville. À l'issue des délibérations du jury, le département du Kouilou a reçu le prix gagnant pour la discipline peinture et celui des Plateaux pour la discipline théâtre.

La finale de ce concours a révélé une jeunesse congolaise déterminée à protéger son patrimoine naturel par le moyen de la peinture et du théâtre car, ces jeunes talents soutenus par le Fonds d'adaptation ont utilisé l'art pour sensibiliser et mobiliser le pays face aux défis climatiques.

C'est avec un appui de cinq milliards de FCFA du Fonds d'adaptation que le Congo met en œuvre un programme d'envergure pour fortifier la résilience climatique des habitants du Bassin du fleuve Congo. Grâce au tableau de peinture « Le tribunal des générations futures », le département du Kouilou a remporté ce prix. Sur cette toile, on voit des enfants dans un tribunal décoré et au milieu d'eux, un globe terrestre fissuré par le feu à cause des déchets plastiques qui finalement gâchent ce beau décor. Une œuvre de sensibilisation interpellant les adultes sur la gestion des déchets plastiques.

« C'est une représentation des enfants de générations futures. Si nous aujourd'hui nous laissons les déchets partout, cela peut causer du mal à ceux qui viendront dans les générations prochaines », a expliqué le jeune lauréat Jordy Mengue.

Pour ce qui est du théâtre intitulé « Théâtre des Plateaux », les jeunes ont sensibilisé sur la préservation



Les lauréats du concours posant avec les officiels Adiac

des ressources naturelles à travers une mise en scène dans laquelle un riche homme d'affaires « orgueilleux », après l'achat des terres, procède à une destruction massive des bois pour en construire ses usines qui, finalement, rendent malades les habitants de la contrée. « Ce concours est une très bonne initiative. Il a impact positif sur la mentalité de la jeunesse. Bravo à l'Unesco pour simplification qui contribue à régler ce problème de changement climatique », a apprécié David Mbella, représentant de la pièce de théâtre du département des Plateaux.

Le deuxième et troisième prix en peinture ont été respectivement remportés par les départements de la Lékoumou et de la Likouala. Au théâtre par contre, le département de Brazzaville a occupé la deuxième place et celui de la Likouala la troisième.

Organisé par l'UNESCO et le Programme alimentaire mondial, avec la collaboration du gouvernement congolais à travers notamment les ministères de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo, des Finances et celui de l'Industrie culturelle, artistique et des loisirs, ce concours visait à renforcer la résilience des jeunes aux changements climatiques. « Ce concours dépasse le cadre de la simple création. À travers la peinture et les théâtres, nos jeunes se révèlent être de véritables ambassadeurs du climat capables de transformer les données techniques en messages sensibles et percutants pour leur communauté », a indiqué Arlette Soudan-Nonault, ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo.

Pour la représentante de l'Unesco au Congo, Fatoumata Barry Mare-

ga, a déclaré que : « L'éducation ne se limite pas aux salles de classe, elle se nourrit aussi de la culture, de la créativité et de l'expression artistique en transformant les connaissances scientifiques en messages accessibles et porteur d'émotion. A travers la peinture et le théâtre, les jeunes participants ont été invités à s'approprier des notions clés du changement climatique, à les relier aux réalités locales et à valoriser le patrimoine naturel du Congo ». Et d'ajouter : « Je souhaite saluer les jeunes garçons, les jeunes filles. Vous êtes là, vous démontrez que la jeunesse corporelle est tellement consciente des enjeux climatiques et à renforcé cette coopération exemplaire et l'ensemble des valeurs, les leviers puissants pour répondre à l'urgence climatique et bâtir des sociétés plus résilientes ».

Dans son allocution, la ministre de l'Industrie Culturelle, Touristique, Artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, a réitéré l'engagement du gouvernement à faire de la culture un levier stratégique du développement durable, tout en rappelant que la culture artistique est au cœur des stratégies d'éducation, de citoyenneté et de protection de l'environnement. « Face à l'urgence climatique, il est nécessaire d'ex-

plorer tous les leviers capables de toucher les consciences. L'art par sa capacité à émouvoir, à questionner, à rassembler, constitue un outil puissant de sensibilisation en particulier auprès des jeunes générations. A travers le théâtre et les arts plastiques, ces élèves ont appris à observer leur environnement, à comprendre les enjeux climatiques et à traduire leur préoccupation [...] A travers vos créations, vous nous rappeler que la lutte pour l'engagement climatique est une responsabilité collective qui commence ici et maintenant [...] Les œuvres produits et messages portés, continueront à vivre notamment à travers les actions de valorisation et d'exposition afin de prolonger cette dynamique de sensibilisation auprès du grand public », a-t-elle rappelé.

Signalons que c'est pour la première fois qu'une initiative artistique de cette envergure a été portée par le financement du Fonds d'adaptation. Ce levier financier international, habituellement dédié à des infrastructures lourdes, reconnaît ici l'importance capitale de la sensibilisation humaine. Sans adhésion des populations, aucun projet technique ne peut durer. En misant sur les jeunes, le Congo investit sur ceux qui hériteront du Bassin du Congo.

Fortuné Ibara

Le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation alerte à propos de passeports établis et non retirés

De source ministérielle de tutelle, une information relayée par la presse locale fait état de près de 4000 passeports établis qui n'ont pas été retirés par leurs propriétaires

À ce jour, le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation tient un décompte établissant qu'au total, ce sont 3719 citoyens congolais qui n'ont pas retiré leurs passeports établis. Ces précieux documents de voyage traînent dans les différentes administrations auprès desquelles ils auraient dû être retirés.

Sur les listes des passeports que les demandeurs ne sont pas venus rechercher, trois traînent depuis 2002, un depuis 2012, sept depuis 2019 et 16 depuis 2020. À partir de 2021, le nombre de passeports non-retirés a commencé à augmenter, année après année.

Au point qu'en 2025, ce sont 556 citoyens qui n'ont pas récupéré leurs passeports. Au ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, l'on déplore ce paradoxe quand on sait qu'au cours de cette année-là, la crise du passeport avait suscité de nombreuses revendications.

En France, depuis le 15 mars 2018, l'ambassadeur Rodolphe Adada avait obtenu l'installation, à l'ambassade de la République du Congo à Paris (République Française), d'un



Service d'enrôlement de l'ambassade de la république du Congo à Paris-Photo Marie Alfred Ngoma

centre de capture sur place des données biométriques des ressortissants congolais pour l'obtention du passeport CEMAC, au lieu de se rendre à Brazzaville. Les données capturées sont envoyées par voie cryptée au serveur de la préfecture à Brazzaville, pour la production des passeports. Soucieux du fait que les services d'immigration et de la

préfecture exigent aux ressortissants congolais des passeports en cours de validé, le nouveau ministre conseiller de l'ambassade du Congo en France, Armand Rémy Baloud-Tabawé, dans le cadre de la facilitation et la proximité des services consulaires, en accord avec sa hiérarchie, envisage d'envoyer, dans un futur proche, une mission itiné-

rante de sensibilisation sur les différents services de l'Ambassade, d'écoute, d'échange et d'enrôlement dans toutes les grandes villes de la juridiction de l'ambassade. Signalons que dans le cadre de l'assistance, les missions d'enrôlement se font régulièrement auprès des compatriotes malades et à mobilité réduite.

L'ambassade de la République

du Congo en France informe également que des lots de passeports reçus du ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger dont les listes ont été publiées sur le site internet de l'ambassade en 2022,2023 et 2024, non été retirés par les bénéficiaires.

En raison de le Règlement général de protection des données, l'ambassade ne publie plus les listes de passeports sur son site internet. Cependant, pour vérifier la disponibilité de son passeport à l'ambassade du Congo en France, le demandeur peut le faire à partir de ce link : <https://girafe.ambacongofr.org/index.php/externe/suivi/passeport>

Une fois la page d'accueil, indiquer le numéro de l'acte consulaire, le nom et le prénom et cliquer sur le cadre en rouge rechercher.

Dans une prochaine édition, l'ambassade du Congo en France publiera exceptionnellement une liste mise à jour des passeports disponibles, pour permettre aux bénéficiaires de les retirer.

Marie Alfred Ngoma

DISPARITION

Dernier hommage à l'AET Claude Kipemesso

L'Association des anciens enfants de troupe (AET) du Congo, conduite par son président, Rémy Ayayos Ikounga, a rendu le 14 janvier à Brazzaville un ultime adieu à l'AET Claude Kipemesso, décédé le 24 décembre à Brazzaville. Dans son oraison funèbre, l'AET Michel Ewolo, a relaté le parcours exemplaire de Claude Kipemesso né le 3 décembre 1953 à Kibangou dans le département du Niari.

Après ses études primaires à Kibangou, il intègre l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc (EMPLG) en 1966 ou il forme avec ses camarades la Promotion Emery Patrice Lumumba. Jeune enfant de troupe discret et très jovial il obtient son BEMG et va poursuivre ses études au lycée technique d'Etat du 1er mai ou il décroche un BAC en techniques commerciales.

Très attaché aux sciences économiques et juridiques, il poursuit sa formation à l'Institut des sciences économiques, juridiques, administratives et de gestion (INSSEJAG) ou il obtiendra successivement une licence ès sciences Economiques.

Fort de toutes ses connaissances, il entre dans la vie pro-



Cérémonie de recueillement/Adiac

fessionnelle. D'abord comme auditeur interne et chef de service contrôle à l'hôtel Mbamou Palace, puis comme adjoint assistant du directeur financier et chef de service comptabilité et finances de l'hôtel et enfin di-

recteur financier. En bon citoyen, il s'engage aussi en politique à la Conférence nationale souveraine et devient député pendant la transition au Congo. Il ne s'arrête pas là, il intègre l'Académie théologique

Bérée et obtient un master en gestion théologique du Ministère... Son activisme dans les ONG et la société civile ont fait de Claude Kipemesso le consultant national dans les domaines de la

gestion des projets et du suivi stratégique au Comité de coordination nationale des projets financés par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Guillaume Ondze

ÉDUCATION DES ENFANTS AUTOCHTONES

Espace Opoko appelle à de nouveaux partenariats pour 2026

L'organisation non gouvernementale (ONG) Espace Opoko, engagée depuis plus de dix ans dans la promotion de l'éducation scolaire des enfants autochtones en République du Congo, a rendu public le bilan de ses activités pour l'année 2025 en appelant à de nouveaux partenariats pour l'année 2026.

Créée pour soutenir l'éducation scolaire des enfants autochtones et leur fournir les outils nécessaires afin qu'ils puissent défendre eux-mêmes leurs droits, y compris au sein des plus hautes institutions internationales, l'ONG Espace Opoko poursuit une vision à long terme : celle d'accompagner les enfants du primaire jusqu'à l'université, avec une perspective d'insertion professionnelle durable. Cette ambition a connu une illustration forte en 2025, lorsqu'un étudiant bénéficiaire du programme s'est exprimé à la tribune des Nations Unies, à Genève (Suisse). C'est la preuve que l'éducation transforme non seulement des parcours individuels, mais aussi la capacité des jeunes autochtones à porter leur voix dans les espaces de décision, souligne le président de cette ONG, Averty Ndzoyi.

Le président de l'ONG Espace Opoko a indiqué également que sur le terrain, l'année 2025 a été marquée par une expansion significative du programme. Une trentaine de nouvelles communautés autochtones ont été intégrées dans les départements de la Lekoumou, du Nkeni-Alima et de la Sangha. Cette dynamique a permis de faire passer le nombre d'enfants accompagnés de 1 052 à 1 652 en une seule année. Les équipes d'Espace Opoko se sont déployées dans des zones parmi les plus reculées du pays. Par ailleurs, cinquante-deux élèves ont été déplacés vers des centres urbains afin de poursuivre leur scolarité : à Mokeko département de la Sangha pour le collège, à Sibiti département de



Lors de la remise des fournitures scolaires/Adiac

la Lekoumou pour le lycée et à Brazzaville pour l'université. Ces déplacements ont nécessité une prise en charge complète, incluant la scolarité, le logement, la nutrition, la santé et un accompagnement social régulier.

Au-delà de la scolarisation, Espace Opoko a poursuivi une approche globale. En 2025, son département d'éducation environnementale a mené quatre vingt campagnes de sensibilisation dans les écoles de Brazzaville sur la biodiversité et le recyclage. L'ONG a également conduit un projet d'échange culturel entre la France et plusieurs communautés autochtones du district de Zanaga dans le département de la Lekoumou, en partenariat avec l'organisation française «La douche du lézard», favorisant le dialogue entre traditions autochtones et création contemporaine. Des campagnes de sensibili-

sation à l'hygiène corporelle ont été menées auprès des femmes et des jeunes filles, des travaux dirigés ont été organisés pour les élèves en classes d'examen et un suivi individualisé a été assuré pour chaque enfant.

Des actions multisectorielles et des résultats concrets

Les résultats académiques confirment l'impact de ces actions : 15 admis sur 18 candidats au certificat d'études primaires, avec 100 % de réussite dans la Lekoumou ; 36 admis sur 76 candidats au BEPC ; 14 admis sur 19 candidats au baccalauréat. À l'université, deux étudiants s'apprêtent à soutenir leur licence en agronomie et foresterie, tandis qu'une étudiante a accédé à la troisième année de sciences économiques. Bref, l'année 2025, a été une année qualifiée de « charnière » par

son président, Averty Ndzoyi, tant par l'ampleur des actions menées que par les résultats obtenus.

S'agissant des projets, le président de l'ONG Espace Opoko, a fait savoir qu'il y a le programme «Ô Yika», financé par l'ambassade de France en République du Congo, arrive à son terme. Ce projet a permis de renforcer l'accès à l'éducation, à l'hygiène et à la sensibilisation dans dix-neuf communautés autochtones de la Lekoumou. À ce titre, Espace Opoko annonce l'organisation d'une cérémonie officielle de restitution du projet «Ô Yika», prévue le 30 janvier à l'Institut français du Congo, à Brazzaville. Cette rencontre sera l'occasion de présenter les résultats de ce projet qui arrive à son terme, les leçons apprises et les perspectives. Quant à l'année 2026, le président de l'ONG Espace Opoko souligne que c'est l'année

des défis majeurs et appelle à la mobilisation. En effet, en dépit de ces avancées, l'ONG fait face à des défis importants. La baisse des financements, dans un contexte mondial marqué par l'inflation et une fatigue de la solidarité, fragilisant la pérennité des acquis. Plusieurs subventions majeures arrivent à échéance, notamment celles de partenaires historiques comme l'église Baptiste de la Beauce au Canada, USDA Forest Service supprimé par l'administration américaine ou encore le laboratoire médical Agora Care. Face à cette situation, 2026 est déclarée «année de l'autonomisation» par Espace Opoko. L'ONG prévoit la mise en œuvre de formations professionnelles (couture, agriculture, pêche) au sein de la Case du peuple de Bambama dans le département de la Lekoumou, récemment réhabilitée, ainsi que le lancement d'une unité de production de tenues scolaires, fabriquées par des familles autochtones pour les élèves autochtones. En conclusion, l'ONG Espace Opoko lance un appel au gouvernement congolais, aux ONG nationales et internationales, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'aux représentations diplomatiques accréditées au Congo, afin de consolider et d'étendre ce programme à l'ensemble des communautés autochtones du pays. «Éduquer un enfant, c'est éduquer tout un pays», a rappelé Averty Ndzoyi. Un message qui résume l'enjeu central du combat mené par Espace Opoko à l'aube de l'année 2026.

Bruno Zéphirin Okokana

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

VISITEZ LE
MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

Expositions
et projections :

- ☒ Sculptures
- ☒ Peintures
- ☒ Céramiques
- ☒ Musique

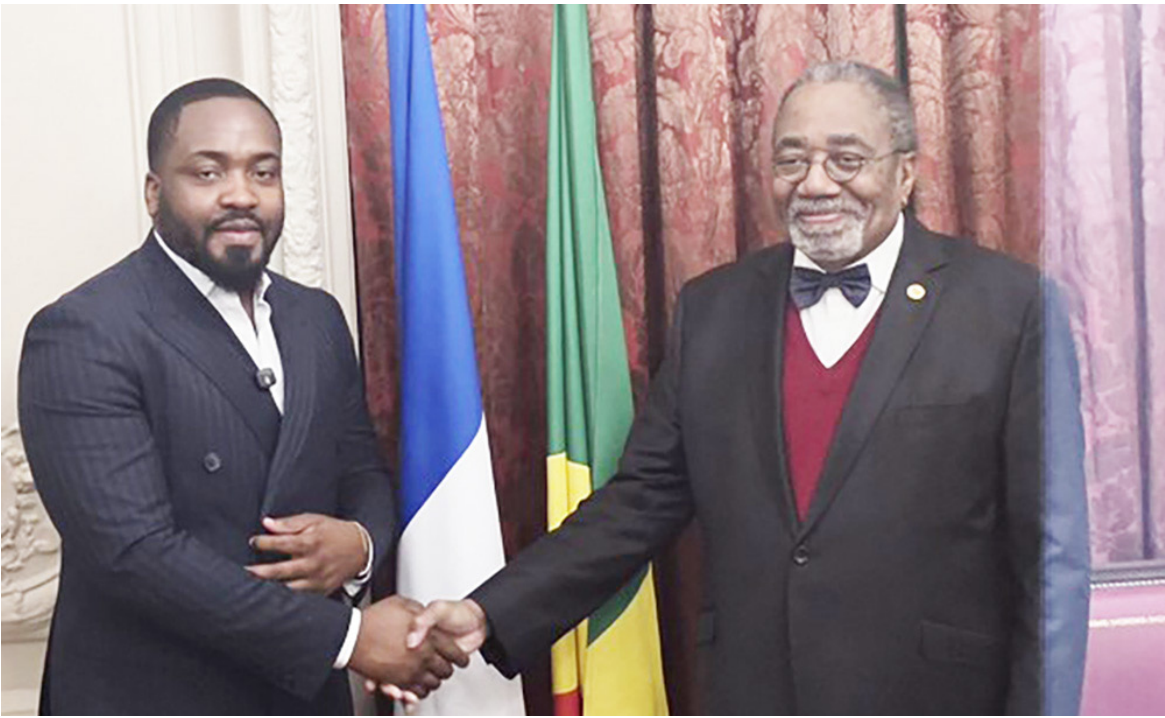
ENTREPRENEURIAT

L'ambassadeur Rodolphe Adada reçoit le représentant du champagne Mea Makoua

Abed Okanguebe réside en France et exerce dans le champagne. Dans le cadre du rapprochement des Congolais avec leur représentation à l'étranger, il a tenu à venir présenter à l'ambassadeur Rodolphe Adada, le savoir-faire et le fruit de leur travail entrepreneurial, étape préalable avant d'aller le montrer et le faire connaître auprès des autorités de la République du Congo à Brazzaville, et ailleurs dans le monde.

Jeudi 15 janvier, Abed Okanguebe a été reçu par Rodolphe Adada, ambassadeur de la République du Congo en France. Une occasion pour ce congolais de venir parler de l'âme de la maison Mea Makoua, structure construite à partir de rêves d'enfance, d'héritages oraux et d'aspirations profondes ayant permis de bâtir quelque chose de grand à leur image. De ce fait, par passion, Geordy Obili et son ami d'enfance ont opté pour la production de champagne à partir de leurs propres fûts. Au fur et à mesure, tout en rappelant que l'abus d'alcool est dangereux pour la santé, tous les deux livrent désormais le cru de leur champagne à apprécier avec élégance et modération. Ensemble, ils ont mis en place un plaidoyer présentant la Maison Mea Makoua comme une maison de champagne qui veut faire dialoguer deux mondes, la noblesse silencieuse de leurs terres natales et la richesse de la tradition champenoise. Ils veulent établir un pont entre le terroir et la mémoire ; entre l'excellence et l'identité ; entre le silence des ancêtres et le chant des

bulles. Parlant au nom de son partenaire et à son nom personnel, Abed Okanguebe a confié : « Nous croyons que l'Afrique ne doit plus seulement consommer les grands vins du monde... Elle doit en écrire les prochaines légendes... Mea Makoua, ce n'est pas une simple marque, c'est une invitation à écrire ensemble une nouvelle page de l'histoire du champagne portée par nos voix, nos récits, nos âmes... », heureux d'avoir présenté Mea Makoua comme étant un geste générationnel, un acte de transmission et de conquête. Auprès de l'ambassadeur congolais, il a présenté cette histoire vécue avec son ami, celle qui se tisse dans le cristal où chaque bulle constitue une respiration du passé et chaque gorgée une révérence au futur. Une histoire qui ressuscite l'esprit des royaumes perdus où le luxe n'était pas un privilège mais une culture, un art de vivre, une célébration du sacré. Dans cette histoire, Makoua n'est pas un nom mais plutôt un héritage forgé dans l'or et l'effervescence d'une symphonie entre l'Afrique



Réception de Abed Okanguebe -Mea Makoua- à l'ambassade de la république du Congo à Paris/DR

et la Champagne en France, où chaque flacon devient un trésor, un pont entre deux mondes, deux majestés, deux royaumes. Puisque le concept est conçu au cœur d'une prestigieuse région champenoise, il estime que chaque bouteille livrée par Mea Makoua in-

carne l'excellence et un savoir-faire unique d'un champagne qui porte en lui l'élégance et la noblesse d'un terroir d'exception. Visiblement acquis à la présentation de son compatriote, et après avoir goûté aux trois cuvées proposées à la dégustation, Rodolphe

Adada a souhaité la meilleure réussite à Mea Makoua pour ses vins de cru à la touche congolaise, et, grâce à ses concepteurs, pionniers dans ce domaine, que cette structure fasse rayonner la République du Congo.

Marie Alfred Ngoma

TALANGAI

Des documents d'identité remis à des ménages vulnérables

L'opération de délivrance plus de 6000 actes de naissance, cartes nationales d'identité (CNI) et numéros d'identification unique (NIU) aux bénéficiaires a débuté, le 15 janvier, à la mairie de Talangaï, sixième arrondissement de Brazzaville. Cette initiative, portée par le ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire avec l'appui de la Banque mondiale, vise à faciliter l'accès à des habitants des quartiers précaires aux programmes d'assistance de l'État.

L'opération pilote concerne au total 6 338 pièces administratives, réparties entre 2 381 actes de naissance, 1 743 CNI et 2 214 NIU. Les bénéficiaires sont issus de plusieurs quartiers souvent exposés aux inondations et à la précarité, à savoir : Ngamakosso, Kanga-Mbanzi, Simba-Pelle, Texaco La Tsiémé, Lipouta et Devala. Selon Mermans Babounga, spécialiste en communication du Projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (Pspij), le ministère en charge des Affaires sociales tient à la réussite de l'opération. « L'opération que nous menons à Talangaï consiste à distribuer des pièces d'identité aux ménages vivant dans des quartiers précaires. Une fois munis de ces documents, ces ménages pourront s'enregistrer plus facilement dans les projets et programmes d'assistance mis en oeuvre par le gouvernement », a-t-il



expliqué. Le responsable souligne que l'absence de documents d'état civil constitue un frein majeur à l'accès à l'aide sociale. « Le gouvernement ne peut pas assister un ménage qui ne peut

pas s'enregistrer. Toute la logistique liée à la production des cartes nationales d'identité, des NIU et des actes de naissance a été entièrement prise en charge par le projet », a-t-il précisé, évoquant les

Des bénéficiaires attendant leur tour/Adiac moyens techniques, humains et financiers mobilisés. Au-delà de la remise des pièces, l'opération permettra d'actualiser le Registre social unique (RSU), une base de données nationale recen-

sant les ménages vulnérables. Cet outil numérique facilitera l'identification rapide des personnes à assister, notamment en cas de catastrophes naturelles. Grâce au RSU, a ajouté Mermans Babounga, les services d'assistance pourront intervenir plus efficacement auprès des ménages affectés. Si les résultats de cette phase pilote sont jugés concluants, le gouvernement envisage d'étendre l'opération à d'autres localités du pays. Pour les bénéficiaires, cette initiative marque ainsi une étape importante vers une meilleure inclusion sociale et administrative. Habitante du quartier Kanga-Mbanzi, Prudence Ndzossi se réjouit de recevoir son NIU. « Avec ce document, je pourrai non seulement bénéficier de l'assistance sociale, mais aussi ouvrir un compte bancaire et accéder à d'autres opportunités », confie-t-elle.

Fiacre Kombo

MÉDIAS

Adiac et Xinhua pour le renforcement du partenariat

Le directeur des rédactions de l'Agence d'information d'Afrique centrale (Adiac), Emile Gankama, et le directeur adjoint du bureau régional de l'Agence Chine Nouvelle (Xinhua), Li Wenfei, ont exprimé le 15 janvier à Brazzaville au cours d'un entretien leur volonté de poursuivre et renforcer leur partenariat dans les domaines des échanges de contenus et de la formation.

En séjour de travail à Brazzaville, Li Wenfei qui était accompagné de Han Wanning, Zhou Nan et Zheng Yangzi, respectivement directeur d'administration, directeur des relations extérieures au bureau régional de Nairobi, et chef de bureau Xinhua au Congo ont, au cours de cet échange, salué la visibilité d'Adiac, notamment des Dépêches de Brazzaville au niveau international.

Dans la poursuite de la collaboration entre Xinhua et Adiac, les deux parties ont convenu de s'assurer les reportages de grands événements, tels que le Focac dont le Congo assure la co-présidence. Elles ont également décidé d'échanger des informations, des images et des expériences à travers des voyages de presse en Chine ou au bureau régional. Dans le cadre de la coopération sino-congolaise, les deux parties veulent œuvrer ensemble, à travers des reportages et réflexions, pour



accompagner les actions menées par la Chine et le Congo dans les domaines économique, culturel et social.

S'exprimant au nom d'Adiac, le directeur des rédactions des Dépêches de Brazzaville, Emile Gankama, dont l'agence dispose d'une télévision en

ligne (Adiac TV), a émis le vœu de voir se renforcer le partenariat dans le domaine de l'audiovisuel. Une option prise en compte par Li Wenfei qui s'est dit disposé de soumettre cette proposition au niveau de sa hiérarchie à Beijing.

Au terme de leur entrevue, le

directeur adjoint et sa suite ont visité la Librairie Les Manguiers et le Musée-Galerie des Dépêches de Brazzaville, deux espaces culturels qui attirent autant les visiteurs que les intellectuels.

Au Musée-Galerie du Bassin du Congo, la délégation de

Séance de travail entre les deux parties/Adiac

Xinhua a été émerveillée par la richesse culturelle du Congo, à travers des œuvres artistiques qui retracent à la fois la civilisation congolaise et l'histoire de la rumba congolaise par le biais des reliques et des tableaux de peinture.

Guy-Gervais Kitina

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

2025, troisième année la plus chaude de l'histoire moderne

D'après les dernières données de l'observatoire européen du climat Copernicus, publiées le 14 janvier, l'année 2025 s'inscrit parmi les plus chaudes jamais enregistrées.

La hausse de la température vient confirmer l'emballement climatique lié à l'augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Durant l'année écoulée (2025), les températures de l'air à la surface du globe ont dépassé de 1,47 °C les niveaux préindustriels (1850-1900). Au total, les onze dernières années (2015-2025) ont toutes été les plus chaudes jamais enregistrées.

La surchauffe de 2025 est d'autant plus exceptionnelle qu'elle survient en dépit du phénomène La Niña, ce cycle naturel de refroidissement dans l'océan Pacifique équatorial qui tend normalement à faire baisser les températures mondiales contrairement à El Niño qui tire les températures vers le haut en réchauffant les eaux du Pacifique.

D'après l'organisation, il s'agit d'une conséquence de la poursuite de l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre en raison de la combustion

de charbon, de pétrole et de gaz, la diminution de l'absorption du dioxyde de carbone par les puits naturels terrestres et océaniques, ainsi qu'en partie à la réduction du refroidissement, liée à la baisse des aérosols.

Au-delà de la hausse des températures, l'année 2025 a aussi connu des événements extrêmes, notamment des inondations, des vagues de chaleur et des feux de forêt. Alors que l'accord de Paris veut limiter la montée de la colonne de mercure à 2 °C, voire 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, ces nouvelles données viennent souligner l'urgence d'accroître les efforts dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Selon les scientifiques, la limite de 1,5 °C devrait être franchie d'ici 2030 avec le rythme actuel des émissions soit dix ans plus tôt que prévu en 2015.

Une telle perspective nécessiterait des investissements massifs pour aider les pays en développement à s'adapter, que

ce soit par la construction de protections contre les inondations, l'introduction de cultures résistantes à la sécheresse ou la restauration des mangroves, des forêts et des zones humides.

Dans son « Adaptation Gap Report 2025 : Running on Empty », publié en octobre, le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) estime que ces pays auront besoin de 310 à 365 milliards de dollars par an d'ici 2035 pour s'adapter aux effets du réchauffement climatique. Ce montant représente douze à quatorze fois les financements actuellement engagés par les pays industrialisés, qui ont atteint seulement 26 milliards de dollars en 2023.

L'Organisation météorologique mondiale a affirmé de son côté, mercredi, que deux des huit jeux de données qu'elle a analysés classent 2025 comme la deuxième année la plus chaude, tandis que les six autres la placent en troisième position.

Yvette Reine Boro Nzaba

AFRIQUE

Le pape passera par l'Angola lors d'un prochain voyage

Le voyage que le pape Léon XIV prévoit d'effectuer prochainement en Afrique passera par l'Angola, a annoncé le représentant du Vatican dans la capitale angolaise Luanda.



Le pape Léon XIV, élu en mai, avait dit espérer se rendre en Algérie en 2026 dans le cadre d'un déplacement sur le continent, qui serait le premier depuis la visite du pape François en République démocratique du Congo ainsi qu'au Soudan du Sud début 2023.

« Je tiens à vous informer que le Saint-Père, le pape Léon XIV, a l'intention de se rendre sur le continent africain et que l'Angola figure également au programme de ce voyage », a indiqué le nonce apostolique Kryspin Dubiel lors d'une conférence de presse.

« Nous ne disposons pas encore des détails concernant la date exacte et le programme, mais ceux-ci seront communiqués dès qu'ils seront définis », a-t-il ajouté. « Nous sommes actuellement en train de préparer le plan et le programme de la visite du pape Léon XIV en Afrique. »

Le dernier souverain pontife s'étant rendu en Angola était Benoît XVI en mars 2009.

Ex-colonie portugaise indépendante depuis 1975, l'Angola compte 44% de catholiques et 35% de protestants, d'après le recensement de 2024.

AFP

L’AFRIQUE À L’ÉPREUVE DE LA DOCTRINE TRUMP II

Retrait stratégique et recomposition des partenariats

Réduction de l'aide, retrait militaire et diplomatie minérale : les nouvelles lignes de fracture des relations américano-africaine.

Le début de la seconde administration Trump marque une inflexion nette de la politique étrangère américaine, dont les répercussions sur l'Afrique, bien que peu médiatisées, sont profondes. Fidèle à la doctrine « America First », Washington opère un recentrage assumé sur ses priorités intérieures - sécurité des frontières, souveraineté nationale, compétitivité économique - au détriment d'un engagement international structurant, notamment en matière d'aide au développement et de diplomatie multilatérale. Pour le continent africain, cette évolution se traduit par un désengagement progressif mais stratégique, aux conséquences géopolitiques durables.

Une diplomatie africaine marginalisée

L'Afrique demeure une priorité secondaire dans l'agenda diplomatique américain. Contrairement aux administrations Obama ou Biden, aucun sommet États-Unis-Afrique n'a été organisé, et l'engagement présidentiel direct reste limité. Washington privilégie désormais une diplomatie bilatérale ciblée, souvent pilotée depuis

la Maison-Blanche, au détriment des organisations régionales africaines telles que l'Union africaine ou la CEDEAO. Cette approche contraste fortement avec celle de la Chine qui investit massivement les cadres multilatéraux africains pour y consolider son influence politique et économique. Cette diplomatie transactionnelle s'illustre par des initiatives ponctuelles, comme la médiation américaine entre le Rwanda et la RDC ou les accords liés aux ressources stratégiques. Elle marque cependant un recul clair de la promotion des valeurs démocratiques et des droits humains, longtemps constitutives du discours diplomatique américain en Afrique.

Le choc géoéconomique : fin de l'aide, incertitudes commerciales

Le démantèlement de l'USAID en 2025 constitue un tournant majeur. Pour plusieurs pays africains, l'aide américaine représentait plus de 20 % de l'aide publique au développement reçue. Sa suppression brutale fragilise des secteurs clés - santé, sécurité alimentaire, gouvernance - et accentue les vulnérabilités macroéconomiques. Des estimations évoquent plusieurs millions de personnes supplémentaires qui basculeront dans

l'extrême pauvreté à l'horizon 2030. Parallèlement, l'expiration de l'AGOA en septembre 2025, sans véritable alternative régionale, affaiblit l'accès préférentiel des produits africains au marché américain. L'approche commerciale de Washington privilégie désormais des accords bilatéraux étroits, souvent liés à des enjeux stratégiques précis : minerais critiques, technologies numériques, infrastructures à double usage. Cette « diplomatie minérale » s'inscrit dans une logique d'intelligence économique visant à sécuriser les chaînes d'approvisionnement américaines face à la Chine. Toutefois, les politiques tarifaires imprévisibles de l'administration Trump compliquent la projection des économies africaines, peu armées face aux guerres commerciales entre grandes puissances.

Sécurité et retrait militaire : le partage du fardeau

Sur le plan sécuritaire, la continuité est frappante. L'Afrique n'est pas considérée comme un théâtre stratégique prioritaire pour le Pentagone, focalisé sur la rivalité avec la Chine et la Russie. Le retrait progressif des forces américaines, illustré par la fermeture de la dernière base au Niger en 2024, confirme cette tendance. Les

États-Unis encouragent désormais un « partage du fardeau », invitant les armées africaines à assurer leur propre sécurité. Les dispositifs multilatéraux, comme le G5 Sahel ou la MINUSMA, se sont effondrés sans solution de remplacement crédible. Si certains partenariats militaires persistent, les exercices conjoints, programme de partenariat d'État (SPP) — ils restent principalement axés sur la formation et non sur l'engagement opérationnel. Ce désengagement crée un vide sécuritaire que d'autres acteurs tentent de combler. La Russie, bien que limitée par la guerre en Ukraine, et surtout la Chine, renforcent leur présence indirecte via des entreprises de sécurité privées, des infrastructures critiques et des coopérations sécuritaires discrètes.

Enjeux migratoires et diplomatie coercitive

Un axe central de la politique africaine de Washington concerne désormais la lutte contre l'immigration clandestine. Les accords d'expulsion de ressortissants de pays tiers vers certains États africains traduisent une diplomatie plus coercitive, suscitant de vives critiques des organisations de défense des droits humains. Pour certains gouvernements africains,

ces accords deviennent néanmoins des leviers d'accès politique et économique auprès de l'administration américaine.

Perspectives : vers une Afrique plus stratégique qu'il n'y paraît

Si l'Afrique ne constitue pas une priorité immédiate pour Washington, l'ignorer serait une erreur stratégique. Le continent concentre une croissance démographique sans équivalent, des ressources critiques indispensables à la transition énergétique et un poids culturel croissant dans le soft power mondial. Dans un système international de plus en plus multipolaire, la compétition pour l'influence en Afrique s'intensifie. La doctrine Trump II acte la fin d'un engagement fondé sur l'aide et le multilatéralisme, au profit d'une relation fondamentalement transactionnelle. Pour les États africains, ce basculement pose un défi majeur : transformer le retrait américain en opportunité de diversification des partenariats, de renforcement de la gouvernance et de consolidation de leur autonomie stratégique. Pour les États-Unis, le risque est clair : céder durablement du terrain dans une région appelée à jouer un rôle central dans l'équilibre géopolitique du XXI^e siècle.

Noël Ndong

COMMISSION NATIONALE D'ORGANISATION DES ASSEMBLEES ANNUELLES
DU GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

COORDINATION NATIONALE

SOUS-COMMISSION GESTION DES ACHATS ET DES CONTRATS ET QUESTIONS JURIDIQUES

AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES N°000/CNOAA-BAD-CORN- SCGACQJ-2026

Dans le cadre de l'organisation par la République du Congo, en mai 2026 à Brazzaville, de la 61ème session des assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement, la commission nationale d'organisation a obtenu du budget de l'Etat, exercice 2026, des fonds, afin de financer les projets ci-après :

I-Marchés de travaux

- 1- Déploiement de la première ligne de fibre optique ;
- 2- Déploiement de la deuxième ligne de fibre optique ;
- 3- Déploiement de la ligne fibre optique de secours ;

II-Marchés de fournitures

- 1- Acquisition des véhicules ;
- 2- Acquisition du matériel de communication, logiciels et réseau de télécommunication ;
- 3- Acquisition des cartes SIM & Modem ;
- 4- Acquisition du matériel informatique ;
- 5- Acquisition du matériel et mobilier de bureau ;
- 6- Location des Fauteuils des Gouverneurs ;
- 7- Location de chapiteaux et chaises ;
- 8- Location de matériels biomédicaux de réanimation par poste ;
- 9- Acquisition et installation d'un Système d'inspection de sécurité à rayons X ;
- 10-Location de tables et bureau ;
- 11- Location de véhicules SAMU ;
- 12- Location d'une flotte de minibus de 36 places.

III-Marchés de services

- 1- Pavoisement de la ville de Brazzaville, Soirée culturelle, Soirée de bienvenue, Soirée de gala ;
- 2- Location d'hôtesse et stewards bilingues.

IV-Marchés de prestations intellectuelles

- 1- Etude de faisabilité, en vue du choix bancaire pour la mise en place des guichets bancaires temporaires ;
- 2- Recrutement d'un cabinet « évènementiel » pour l'organisation, la promotion et la gestion de la 61ème session des assemblées annuelles du groupe de la Banque africaine de développement en République du Congo.

Les avis spécifiques d'appel d'offres relatifs à ces projets seront publiés à une date ultérieure.

Fait à Brazzaville, le 13 janvier 2026

Le Directeur de cabinet du Ministre de l'économie, du plan et de l'intégration régionale, Président de la Sous-commission supervision et coordination,

Sylvain LEKAKA.

MUSIQUE SACRÉE

La première édition du festival Gospel Night a tenu son pari

Le palais des Congrès de Brazzaville a vibré au rythme de la première édition du festival Gospel Night, placée sur le thème : « Un nouveau départ pour la jeunesse congolaise ».

Placé sous le haut patronage du ministère de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs, ce festival organisé par Nabemba Music production, a connu le partenariat de l'agence de publicité Pactos, de l'agence événementielle Light Event, Kal Beauty, Village Maya et de l'appartement de luxe DS HOME. Trois figures emblématiques ont porté cette édition dont la soirée a rassemblé un public extraordinaire, avide de louange, d'adoration et de renouveau spirituel. Il s'est agi des ambassadeurs King David venu des États-unis, le Fr Rodrigue Obanda, et la chantré Clémence Avounou. Leur présence a insufflé une dimension prophétique et inspirante à cette rencontre, marquant les esprits par leur engagement et leur passion pour la jeunesse.

La scène a été illuminée par les prestations vibrantes d'artistes invités tels que Maman Crédo, la Sr Lusline Lounian-ga, la Sr Coeurcia, la Sr Thola, ainsi que de nombreux autres ministères musicaux. Les chorales de l'Assemblée chrétienne Terre promise et Céleste famille ont quant à elles élevé les voix dans une harmonie céleste, plongeant l'assemblée dans une atmosphère d'onction et de profonde adoration.

L'un des moments forts de la soirée fut la prestation poignante du groupe théâtral de l'église Terre promise, qui a livré une scène percutante dénonçant la délinquance juvénile. Ce message, à la fois artistique et engagé, a touché les cœurs et renforcé l'appel à un changement de cap pour la jeunesse congolaise.

La première édition du festi-



La chantré Clémence Avounou prestant au festival Gospel Night/DR

val Gospel Night s'est révélée être bien plus qu'un simple concert, un véritable cri d'espérance, un appel vibrant

à la transformation, et une célébration de la foi vivante. Cette première édition dont la soirée a été animée par

Merveil Tsiba a posé les fondations d'un rendez-vous incontournable pour les années à venir.

Bruno Zéphirin Okokana

THECO 2026

Le rideau s'apprête à tomber sur la première édition du festival

Après un lancement réussi le 11 janvier dernier, la première édition du Festival de Théâtre en Ecodi (Theco) se prépare pour son grand final. Le dimanche 18 janvier marquera la clôture de cet événement qui met en lumière les talents des écoles de dimanche de Brazzaville.

Le point d'orgue de ce festival, organisé par le groupe Ruchama en partenariat avec la Ligue de la Lecture de la Bible, se tiendra ce dimanche 18 janvier. Pour cette ultime journée dans la salle de conférence de la préfecture de Brazzaville, quatre nouvelles troupes monteront sur les planches pour clore l'événement en beauté. Il s'agit des Écoles du dimanche de Poto-Poto, de Baongo et de Météo. Ces représentations viennent parachever un cycle visant à favoriser l'épanouissement des enfants, à renforcer leur confiance en soi et à libérer leur créativité oratoire en public.

Le festival avait débuté sous les chapeaux de roue le dimanche dernier avec une ouverture rythmée par le mouvement gymnique de Poto-Poto. Trois écoles de dimanche avaient ensuite ouvert le bal. Celle de La Base, à travers sa pièce « Si je savais » avait sensibilisé l'auditoire aux dangers des mauvaises fréquentations. L'école



Spectacle de la première journée du festival Adiac

de dimanche de Tala Nkolo a ému l'assistance en traitant des conditions de vie difficiles des enfants placés hors du foyer biologique. La troupe de Ngamaba concluait cette première journée avec « Garde tes valeurs », une pièce sur l'intégrité morale.

Le metteur en scène Galen Lebaki s'est d'ailleurs réjoui de voir ces jeunes acteurs métamorphosés, ayant réussi à vaincre leur trac. Il a félicité les organisateurs pour cette initiative qui permettra à la longue de réveiller des talents endormis.

Au-delà de la scène, le festival a permis à la Ligue de la Lecture de la Bible, représentée par le pasteur Evariste Kouikani, de présenter ses missions et d'offrir des livres et brochures aux participants.

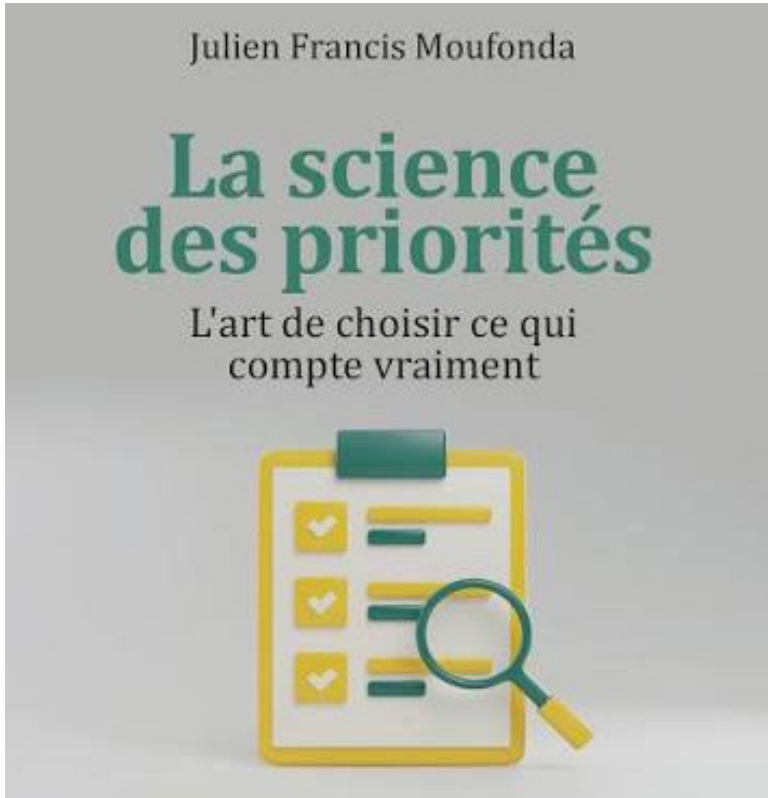
Tous les regards sont désormais tournés vers la préfecture de Brazzaville pour le dénouement de cette belle aventure humaine et spirituelle le dimanche prochain.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

LITTÉRATURE

La « Science des priorités », une invitation à choisir l'essentiel

L'ancien député et Questeur à l'Assemblée nationale, également ancien secrétaire général de la même institution, Julien Francis Moufonda, signe un nouvel ouvrage intitulé « La science des priorités : l'art de choisir ce qui compte vraiment », paru aux éditions L'Harmattan.



Dans cet essai, l'auteur propose une réflexion structurée sur l'un des maux les plus répandus de notre époque : le désordre des priorités. À travers une approche à la fois philosophique et pratique, il démontre que l'épuisement, la stagnation et l'inefficacité, tant au niveau individuel que collectif, sont souvent moins liés au manque d'efforts qu'à une mauvaise hiérarchisation de ce qui est réellement essentiel. S'adressant aussi bien aux étudiants, cadres, entrepreneurs, responsables publics qu'au grand public, l'ouvrage invite à repenser les choix, l'organisation du temps et l'orientation des actions afin d'obtenir des résultats durables et cohérents. Il se veut un outil de compréhension et de transformation, ancré dans les réalités contemporaines et accessible à tous. Reconnu au niveau national pour ses analyses sur la culture des priorités, Julien Francis Moufonda met à profit son expérience institutionnelle et humaine pour contribuer à une prise de conscience individuelle et sociale sur l'importance de décider avec clarté, responsabilité et vision. L'ouvrage est disponible dans les circuits de distribution des Éditions L'Harmattan. L'auteur peut également être sollicité pour des conférences, ateliers et rencontres-débats autour des thématiques développées dans le livre. Email : jf_moufonda@yahoo.fr / WhatsApp : +242 05 065 66 40

La Rédaction

MÉDIAS

L'Ufemco convoque la mémoire à travers l'image et le témoignage

Le 17 janvier à l'institut français du Congo, l'Union des Femmes des Médias du Congo (Ufemco) va proposer au public une immersion dans l'histoire du journalisme national à travers une exposition photographique et la projection d'un film documentaire. Une initiative culturelle qui met en lumière les femmes journalistes tout en retraçant les grandes étapes de l'évolution des médias congolais.

Intitulée « Femmes des médias du Congo : histoire en images », l'exposition photographique rassemble des portraits de celles qui ont contribué, parfois dans l'ombre, à façonner le paysage médiatique du pays. Des pionnières aux professionnelles d'aujourd'hui, les clichés exposés témoignent d'un engagement constant, d'une passion pour l'information et d'un combat pour la reconnaissance dans un secteur longtemps dominé par les hommes. Au-delà de l'hommage rendu aux femmes, l'événement accorde une place importante à la mémoire collective des médias congolais. Le film documentaire qui sera projeté à cette occasion porte sur les origines du journalisme au Congo, la naissance de la télévision nationale, ses mutations successives et les transformations profondes du paysage médiatique. Hommes et femmes de médias y livrent leurs témoignages, évoquant à la fois les années d'essor, les défis structurels. À travers des images d'archives, d récits personnels et une approche critique, le documentaire propose une lecture lucide de l'histoire médiatique congolaise, tout en soulignant la contribution



spécifique des femmes dans la production de l'information et la transmission des savoirs journalistiques. Pour l'Ufemco, cette initiative dépasse le cadre d'un simple événement culturel. Elle s'inscrit dans une volonté affirmée de préserver la mémoire du

journalisme congolais et d'encourager une réflexion nationale sur la sauvegarde de ce patrimoine immatériel. Enfin, cette exposition et ce film se veulent un espace de transmission, de reconnaissance et de dialogue entre générations. Gloria Imelda Lossele



RÉPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU BASSIN DU CONGO



France





ANNONCE : RECRUTEMENT CONSULTANT(E) CHARGE(E) DE FINALISER LE DEVELOPPEMENT D'UN PROJET PILOTE REALISABLE ET BANCABLE SUR LES PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX (PSE) ET LES CERTIFICATS BIODIVERSITE (CB) DANS LE PAYSAGE ETIC

Dans le respect de ses valeurs : le courage, la collaboration, le respect et l'intégrité, le WWF recherche pour son bureau en République du Congo, un(e) CONSULTANT(E) CHARGE(E) DE FINALISER LE DEVELOPPEMENT D'UN PROJET PILOTE REALISABLE ET BANCABLE SUR LES PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX (PSE) ET LES CERTIFICATS BIODIVERSITE (CB) DANS LE PAYSAGE ETIC, pour son bureau en République du Congo.

Principales fonctions : Aux termes de la mission, il est attendu du consultant un projet unique consolidé sur les PSE/certificat biodiversité couvrant les secteurs mine, forêt, agriculture et conservation prêt à être financé.

Composition du dossier : Le consultant soumettra une offre technique et financière pour la réalisation de cette mission par courriel à l'adresse suivante : applications@wwfcog.org

Date limite de candidature : le 31 janvier 2026.

Le WWF est un employeur qui respecte l'égalité des chances et s'engage à promouvoir la diversité au sein de son personnel.

Pour plus de détails, veuillez consulter l'offre sur notre page Facebook WWF Congo

PAMELO MOUNK'A, 1945-2026

L'artiste congolais aurait eu 81 ans cette année

Auteur de plusieurs chansons mémorables de la rumba, André Mbemba-Bingui, dit Pamelou Mounk'A, né le 10 mai 1945 à Brazzaville, s'est éteint le 14 janvier 1996 dans la capitale congolaise

30 ans après sa mort, les tubes tels que «Masuwa», «L'argent appelle l'argent», ou «Bwala yayi mambou» résonnent toujours aux oreilles des mélomanes. Au regard de ses prestations dans la scène musicale congolaise, Pamelou Mounk'A s'avère être un travailleur acharné. Il reste sans nul conteste l'un des plus grands compositeurs de la chanson congolaise. Sa discographie demeure d'une étonnante qualité et est composée d'une ribambelle de titres composés avec les Bantous, l'African Fiesta, les Fantômes, l'orchestre Le Peuple, traçant la trajectoire d'un artiste plein de talents.

30 ans après, constatons qu'il nous a légué un répertoire comprenant des chansons telles que : «Na landa bango», «Louisie», «Ninzi», «Camitina», «Congo na biso», «Ya Gaby», «Amen Maria», «Angelina», «L'oiseau rare», «Alléluia Mounka», «L'argent appelle l'argent», «Amour de Nombakele», «Masuwa», ayant figuré prioritairement parmi les titres retenus par Tabu Ley Rochereau dans son répertoire, exécuté en 1970, lors de son passage à l'Olympia de Paris.

Marie Alfred Ngoma



NÉCROLOGIE

La famille Ansi Obangola pleure son frère, père, neveu, oncle et grand-père François Dydy Ansi alias Dycaré décédé le 30 décembre 2025 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°49 bis de la rue Okouessé à Mikalou (Rfce : marché Matondo). L'inhumation a lieu le mercredi 21 janvier à Brazzaville. Contact : 06 871 48 51 / 05 589 34 22



IN MEMORIAM



14 janvier 2021-14 janvier 2026 , cela fait cinq ans jour pour jour que notre regrettée maman Stéphanie Chancelvie Verdiane Ibouanga nous a quittés. Pour ce morose anniversaire, ses enfants Marie Katherina Dialo de Zodialo, Lucretia Fanny de Zodialo, leur père Arnaud Bienvenu Zodialo et toute la famille prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour elle. Maman Stéphanie, repose en paix. Tu restes à jamais gravée dans nos mémoires

REMERCIEMENTS

Les familles Madiélé, Matsouma et Niama Ngoma remercient très sincèrement toutes les personnes, amis et connaissances qui leur ont témoigné soutien moral, matériel et financier lors de la veillée mortuaire de leur regrettée Mboussi Hélène, décédée le 29 septembre 2025 à Pointe-Noire. Les marques de solidarité reçues en ces moments douloureux resteront gravées dans leurs mémoires. Que Dieu le Tout-Puissant vous bénisse et vous le rende au centuple.



TRIBUNE LIBRE

« Une semaine au Kinango » d'Henri Djombo

Le dernier livre d'Henri Djombo « une semaine au Kinango » a éveillé en moi une réminiscence, celle de la phrase de Shakespeare : « Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles ». La lecture de ses précédents ouvrages m'avait révélé la façon dont Henri Djombo parvient à interroger, sur un mode subtil, les Sociétés et les consciences, dans une écriture ancrée dans les réalités et les problématiques africaines.

Dans une écriture subtile et dense, le dernier livre d'Henri Djombo « Une semaine au Kinango » est un miroir de ces réalités sociales africaines, des tensions qui

peuvent y régner, mais aussi de l'espoir qui continue, envers et contre tout, à y subsister.

Le roman s'ouvre sur une invasion de fourmis magnans. Ces fourmis magnans existent bien dans la réalité ; ce sont des fourmis guerrières, prédatrices, qui vivent dans les forêts luxuriantes du Congo et de l'Amazonie. Carnivores, elles tuent et dévorent tout ce qui se trouve sur leur passage, semant la panique et le deuil chez les humains.

Dans le roman d'Henri Djombo, les fourmis magnans envahissent la maison d'arrêt qui est le principal établissement pénitentiaire du pays hérité de l'époque coloniale ; les détenus, terrorisés, se

ruent alors vers la sortie, et la maison d'arrêt se vide de ses 30.000 captifs.

Pour comprendre le phénomène, on consulte les forces venues des quatre coins d'Afrique et du monde : les initiés des sociétés secrètes se réunissent (médiums, marabouts, magiciens, chiro-manciens, sorciers, faiseurs de miracles) et affluent pour délibérer sur la gravité de la question.

La conclusion des sociétés d'initiés rassemblées est sans appel : nous devons cesser de modifier l'environnement. Les conséquences de ce déséquilibre écologique conduisent à la fin de notre espèce. Le constat c'est aussi que le manque d'entente entre les forces unies contre

les fourmis leur a permis de gagner la guerre, tandis que les humains eux, l'ont définitivement perdue.

Ce livre est une allégorie puissante, un lieu de réflexion profonde sur la condition humaine et la marche des pays africains. Avec une conclusion qui s'ouvre sur un optimisme combattif : le Kinango se reconstruit sur des bases nouvelles : la lutte contre l'impunité, la souveraineté économique, le rêve panafricain d'une Afrique unie et prospère...

Le Kinango incarne les transformations dynamiques de l'Afrique et du monde.

Simone Bernard-Dupré
Avocat à la Cour, conseiller
spécial du Président de la
République du Congo, Denis
Sassou N'Guesso

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



DISTINCTION

Deux congolaises vont recevoir le titre Dr Honoris Causa

Alexandre Honoré Paka, représentant personnel du Chef de l'Etat dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou et François Ndouna, député-maire de la ville de Mossendjo dans le département du Niari seront distingués Dr Honoris Causa le 17 janvier à l'auditorium du Port autonome de Pointe-Noire pour leur mérite exceptionnel et les services multiformes rendus à la communauté et à la nation congolaise. Cela a été annoncé par le Pr Dieunedort Kamdem Nounga, chancelier Afrique de Conacce international University (CIU) et Hervest Christian University (HCU) au cours de la conférence de presse qu'il animée le 14 janvier à Pointe-Noire en compagnie des autres personnalités de Conacce Chaplains Afrique, une institution accréditée aux Nations Unies.

Avec à ses côtés, colonel Guy Léon Ongagna, commandant Pays Conacce Chaplains Afrique, Dr Hervé Stéphane Ngankou, doyen de la faculté de théologie à CIU-HCU, Dr Freddy Massamba, directeur financier de Conacce, le chancelier Afrique CIU – HCU, Pr Kamdem Nounga Dieunedort a présenté son institution, ses objectifs et les critères ayant motivé les deux universités à décerné le diplôme honorifique de Dr Honoris Causa à Alexandre Honoré Paka et François Ndouna.

« La Conacce Chaplains Global Corporation est une organisation humanitaire de droit international, légalement enregistré aux Etats-Unis d'Amérique. Elle est accréditée aux Nations Unies. Elle n'est pas juste une organisation chargée de former des gens mais elle est aussi liée par des contrats à plusieurs universités dans le monde. Elle est présente dans près de 48 pays dans le monde (Amérique latine, Amérique Centrale, Europe, Asie, Afrique). Nous honorons les hommes et les femmes dont l'action à un impact social ou sociétal au sein de la communauté. En dépit de



La tribune lors de la conférence de presse prélu à la distinction des personnalités congolaises

leurs actions multiformes, de nombreuses personnes n'ont pas toujours eu le mérite académique voulu. A la Conacce, ils ne sont pas oubliés voilà pourquoi nous les distinguons et reconnaissons leur mérite à l'instar des deux personnalités que nous allons honorer à savoir Alexandre Honoré Paka et François Ndouna qui, par leur esprit d'abnégation et leur élan de patriotisme ont marqué la nation congolaise en général et la ville de Pointe-Noire en particulier. Leurs efforts, leurs actions, le souci de voir leurs compatriotes émerger a permis au commandant pays en la personne du colonel Guy Léon Ongagna à solliciter les hautes personnalités de la Conacce

pour que leur soit octroyée une reconnaissance mondiale à travers notre distinction. Ainsi, après le pays, la demande a été remontée au niveau de l'Afrique où elle a été suivie par les experts, puis l'Europe et l'Amérique pour une approbation finale » a dit le Pr Dieunedort Kamdem Nounga.

Pour le colonel Guy Léon Ongagna, la Conacce qui est une organisation paramilitaire avec pour but de mettre en avant les actions de cœur et de compassion a organisé en 2021 une formation des aumôniers et juges de paix. Alexandre Honoré Paka, à l'époque préfet du département de Pointe-Noire s'était impliqué sans réserve pour la réussite de l'activité qui s'est tenue

pendant deux semaines dans la ville océane. De son côté, François Ndouna, député-maire de Mossendjo a donné gracieusement la salle de conférence qui a abrité ladite activité. Ils ont en outre mené plusieurs autres actions qui ne sont pas passées inaperçues. A l'issue de la formation, nous avons apporté des vivres et des non vivres aux détenus de la Maison d'arrêt de Pointe-Noire en plus d'autres actions menées en marge de la formation.

Selon Dieunedort Kamdem Nounga, la distinction Dr Honoris Causa donne un prestige à ceux qui la reçoivent eu égard à la renommée dont jouissent les universités qui la décernent de par leur qualité, les programmes dispensés, les enseignants qui y interviennent.

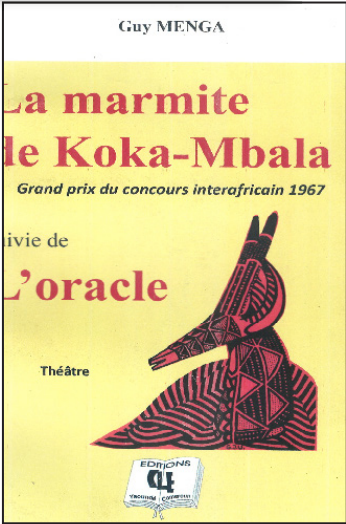
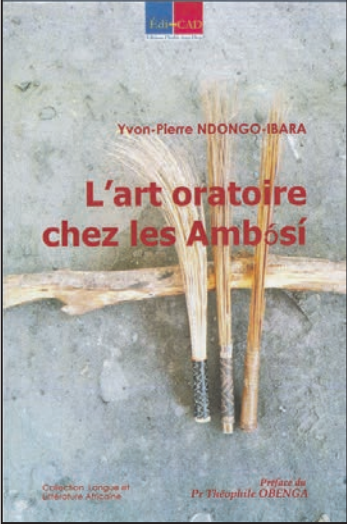
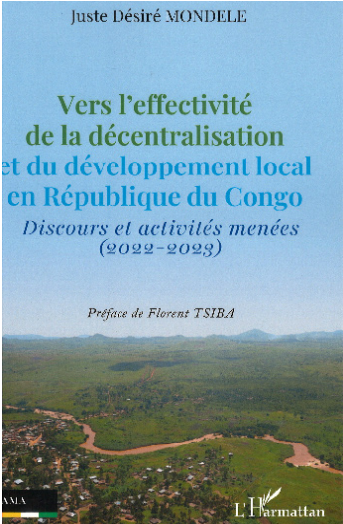
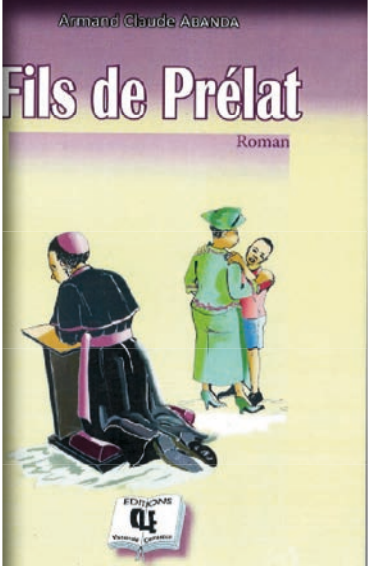
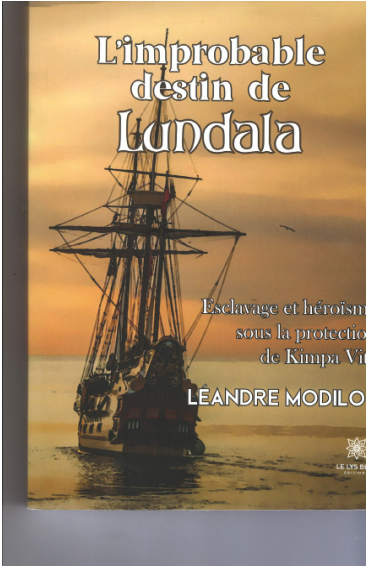
« Vous devenez des exemples, des icônes voilà pourquoi nous les donnons à titre anthume aux personnes méritantes et célébrer cela. Le caractère religieux ne vient pas désacraliser la dimension scientifique du travail qui est fait mais vient donner un peu d'éthique, de moral au sérieux qui est mis pour distinguer les impétrants ».

Dr Freddy Massamba, directeur financier de Conacce, a informé l'auditoire qu'une formation sur la diplomatie numérique, qui est au cœur de l'épanouissement économique de nombreux pays est prévue dans les prochains jours tout comme celle axée sur l'intelligence artificielle. La distinction des deux personnalités le 17 janvier sera suivie de la sortie officielle de la 5^e et 6^e cuvée des aumôniers du Congo et de la décoration des ambassadeurs de la paix. La journée du 18 janvier sera consacrée au concert de la paix qui réunira toutes les confessions religieuses de Pointe-Noire et du Kouilou au stade Franco Anselmi pour rendre grâce à dieu et montrer à tous, la dimension de rassemblement et du vivre-ensemble prônée.

Hervé Brice Mampouya



EN VENTE



COOPÉRATION

L'ex-président Nana Akufo-Addo reçu par Denis Sassou N'Guesso

En visite à Brazzaville, l'ancien président ghanéen Nana Akufo-Addo a été reçu le 15 janvier par le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso. Les deux hommes ont passé en revue les enjeux politiques, sécuritaires et économiques du continent, tout en réaffirmant la solidité des relations bilatérales entre le Ghana et le Congo.

La visite de l'ex-président ghanéen, au pouvoir de 2017 à 2025, s'inscrit dans le cadre du renforcement du dialogue politique et de la coopération entre les deux pays. Au cours de leurs échanges, Denis Sassou N'Guesso et Nana Akufo-Addo ont abordé la situation politique, sécuritaire et économique en Afrique, ainsi que les défis mondiaux actuels. Fort de son expérience à la tête de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest entre 2020 et 2022, Nana Akufo-Addo a partagé sa vision sur les mécanismes d'intégration régionale et de stabilité du continent.

Sur le plan bilatéral, le chef de l'État congolais et son hôte ont salué la qualité de la coopération entre leurs pays, notamment dans le secteur énergétique. Celle-ci repose sur des accords entre les compagnies pétrolières publiques des deux



Nana Akufo-Addo et Denis Sassou N'Guesso/DR

pays, la Société nationale des pétroles du Congo et la Ghana National Petroleum Corporation, visant le partage d'expertise et le développement de l'innovation technologique.

Les deux États ont également réaffirmé leur engagement commun au sein des initiatives de l'Organisation des producteurs de pétrole africains, dont le siège est établi à Brazzaville, ainsi que leur soutien au projet de la Banque africaine de l'énergie qui devra être lancée dès ce premier trimestre 2026. Au-delà de l'énergie, la coopération congolo-ghanéenne s'étend aux domaines du commerce et de la culture, contribuant à renforcer les liens entre les deux peuples. Le secteur de l'éducation constitue un autre pilier de cette relation, avec l'inscription chaque année de nombreux étudiants congolais dans les universités ghanéennes.

Fiacre Kombo

CAN 2025

Vainqueur du Maroc, le Sénégal remonte sur le toit de l'Afrique

Le Sénégal la deuxième CAN de son histoire, dimanche soir à Rabat, en battant le Maroc au terme d'une finale au scénario épique et confuse.

Devant les 70 000 spectateurs du Stade Prince Moulay Abdallah de Rabat, cette finale a longtemps été disputée entre deux équipes en quête d'un second sacre continental : les Lions de l'Atlas, dont l'unique succès date de 1976, une éternité, et les Lions du Sénégal, sacré en 2021.

Ce sont les co-équipiers de Sadio Mané, qui disputait son dernier match de CAN, qui allument les premières mèches. Mais Yacine Bounou veille au grain (5e et 38e) et permet au Maroc de rester en course.

Il faut attendre la 58e pour voir la première vraie occasion des Lions de l'Atlas : après un centre parfait d'El Khannouss, El Kaabi manque l'immanquable. L'intensité monte d'un cran, le Maroc tente de maîtriser un Sénégal qui continue de lancer des pi-

ques. Et il faut encore un grand Bounou pour mettre en échec le jeune parisien Ibrahim Mbaye (89e).

A la 90e+3, Ismaïla Sarr marque sur corner, mais le but est annulé pour une faute peu évidente de Seck sur Hakimi au second poteau. L'arbitre congolais Jean-Jacques Ndala décide de ne pas faire appel à l'assistance vidéo. A tort? Et quelques instants plus tard, il ne tremble pas non plus pour accorder un penalty au Maroc pour une faute de Malick Diouf sur Diaz (90e+8).

Scandalisés par ces deux décisions défavorables, la première contestable, la seconde justifiée, les Sénégalais décident de quitter le terrain, donnant un caractère inédit, et un burlesque, à cette finale. Sous l'impulsion de Sadio Mané, les Sénégalais reviennent et voient



Les Lions du Sénégal soulèvent la coupe dans le ciel de Rabat: ils sont champions d'Afrique 2025 (Cafonline)

Brahim Diaz tenter de se faire justice lui-même : face à Edouard Mendy, le meilleur buteur de la CAN manque sa panenka et le Maroc rate son rendez-vous avec l'histoire.

Car en prolongations Pape Gueye ouvre le score d'une frappe du gauche qui touche le dessous de la barre de Bounou et se loge en lucarne (90e+4). A la 108e, la transversale

repousse la tête d'Aguerd : les dieux du football ont choisi leur champion et c'est le Sénégal, qui remporte cette 35e édition de la CAN.

Camille Delourme